



**PRÉFET
DE LA MAYENNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement, de
l'aménagement et du logement des Pays de
la Loire**

Unité Inter-Départementale Anjou-Maine
Pôle Risques Chroniques
Rue du Cul d'Anon
BP 80145
49183 SAINT-BARTHELEMY

Laval, le 01 août 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/06/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

LNUF Lactalis Nestlé Ultra-Frais Laval

ZI des Touches
Boulevard Arago
53810 Changé

Références : 2023-326_SOCIETE LAITIERE DE LAVAL LACTALIS LNUF_INSP_RAP.odt

Code AIOT : 0006300909

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/06/2023 dans l'établissement LNUF Lactalis Nestlé Ultra-Frais Laval implanté ZI des Touches Boulevard Arago 53810 Changé. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LNUF Lactalis Nestlé Ultra-Frais Laval
- ZI des Touches Boulevard Arago 53810 Changé
- Code AIOT : 0006300909
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Lactalis Nestlé Ultra-Frais à Changé dispose de 10 lignes de conditionnement. Les pots en plastique sont fabriqués sur site. L'usine emploie environ 208 personnes (conditionnement : 120, maintenance : 35, process : 15, magasin : 10 et administration : 10 personnes, Qualité : 17 personnes). Cependant, le site regroupe également des activités de logistique (environ 350 personnes). Plusieurs sociétés du même groupe exercent des activités indépendantes sur ce site.

L'usine reçoit en moyenne 250 000 litres de lait par jour. Elle reçoit également du lait bio. Le marché de l'ultra-frais est en baisse depuis 10 ans, baisse de 2 % par an pour la consommation française.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants : le récolement de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 24 janvier 2020, la déclinaison du plan d'action associée aux sites soumis à vigilance renforcée, les suites données à l'incident survenu le 21 novembre 2022, les modalités de confinement des eaux d'extinction d'incendie et les mesures de réduction de la consommation en eau.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Rapport d'incident ou d'accident	Code de l'environnement du 27/09/2020, article R. 512-69	Susceptible de suites	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Déclinaison plan d'action associée aux sites soumis à vigilance renforcée	Lettre du 26/03/2021, article /	Susceptible de suites	Sans objet
4	Rétention des eaux d'incendie	Arrêté Préfectoral du 24/02/2003, article 25.5	Susceptible de suites	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Etude technico-économique - EAU	AP Complémentaire du 24/01/2020, article 2	Susceptible de suites	Sans objet
5	Aires de chargement et de déchargement	AP de Mise en Demeure du 24/01/2020, article 1	/	Sans objet
6	Rétention des réservoirs d'acide et de soude	AP de Mise en Demeure du 24/01/2020, article 1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les objets de la visite d'inspection étaient le récolement de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 24 janvier 2020, la déclinaison du plan d'action associée aux sites soumis à vigilance renforcée, les suites données à l'incident survenu le 21 novembre 2022, les modalités de confinement des eaux d'extinction d'incendie et les mesures de réduction de la consommation en eau. Les constats effectués au cours de cette visite d'inspection ont permis de constater le retour à la conformité réglementaire de l'établissement vis-à-vis des dispositions réglementaires rappelées au sein de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 24 janvier 2020. Par conséquent, l'inspection des installations classées propose à Madame la Préfète de la Mayenne de lever l'arrêté préfectoral de mise en demeure pré-cité.

La visite d'inspection a également permis le constat d'écarts pour lesquels l'exploitant devra mettre en œuvre des mesures correctives.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rapport d'incident ou d'accident

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/09/2020, article R. 512-69
Thème(s) : Risques accidentels, Pollution des sols
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.
Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident

similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.

Constats : Par courriel du 23 juin 2023, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées le rapport de suivi de pollution lors du démantèlement de la rétention de la cuve aérienne de fioul lourd de 100 m³ (Rapport SEREA - SER21299-1). Les travaux qui se sont déroulés du 21 octobre 2022 au 22 mars 2023 ont consisté en la démolition de la rétention béton et l'excavation des sols sous-jacents dans la zone pré-identifiée, avec mise en stock sur une aire temporaire avant chargement pour évacuation. L'intervention de la société SEREA comprend également les modalités de gestion de l'incident survenu le 21 novembre 2022.

Après obtention du Certificat d'Acceptation Préalable, 104,48 tonnes de sols pollués ont été évacuées hors site en biocentre chez SECHE ECO INDUSTRIES à Changé (53). Un total de 7,94 tonnes de sols pollués a été évacué en plateforme équivalent Installation de Stockage de Déchets Dangereux chez SARL TRANSELI à Taillis (35). Au total, 112,42 tonnes de sols pollués ont été évacuées hors site lors de ces travaux.

Les résultats de réception des parois et fonds de fouille ont mis en évidence la présence d'un impact résiduel en hydrocarbures totaux au droit des fonds FF8 (1 900 mg/kg MS) et FF12 (850 mg/kg MS) et des forts constats organoleptiques de terrain au droit de PF11 (45 ppmV). Les fonds de fouille FF8 et FF12, et la paroi PF11 présentant des constats de terrain forts sont en limite technique à l'issue des excavations.

Le rapport n'émet pas de recommandation au regard des résultats de réception des sols après travaux, des limites techniques rencontrées (proximité de la rétention de la cuve HC3 et du bâtiment) et de la configuration actuelle des terrains (usage industriel avec recouvrement de surface).

Avis de l'inspection :

La méthodologie déclinée par le bureau d'étude a respecté la norme NF X31-620-4 - Qualité du sol - Prestations de services relatives aux sites et sols pollués - Partie 4 : exigences dans le domaine des prestations d'exécution des travaux de réhabilitation. L'effectivité des travaux a été constatée lors de la visite des installations.

En application de la méthodologie nationale de gestion des sites et sols pollués, il est nécessaire, quand la suppression des pollutions n'est pas possible, de garantir que les impacts provenant des pollutions résiduelles sont maîtrisés et acceptables tant pour les populations que pour l'environnement. A ce titre, l'exploitant est tenu de compléter son dossier de suivi de dépollution en apportant les éléments permettant :

- de garantir que les usages actuels des sols soient compatibles avec les niveaux résiduels de pollution dans les sols
- d'évaluer, par la mise à jour du schéma conceptuel, les risques de transfert de pollution via les eaux souterraines et en cas de risque avéré ou suspecté, la réalisation d'une levée de doute par une mesure de la qualité des eaux souterraines en aval de la zone impactée.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Déclinaison plan d'action associée aux sites soumis à vigilance renforcée

Référence réglementaire : Lettre du 26/03/2021, article /

Thème(s) : Risques chroniques, Eau

Prescription contrôlée :

En application du courrier du 26/03/2021 de la DGPR, la société a été tenue de définir "un plan d'investissements de nature à permettre le respect des valeurs limites, de la convention de raccordement de 2017 et des impositions du BREF agro-alimentaire, avec l'échéancier correspondant et le détail des travaux prévus.

Constats : Au cours de la visite d'inspection, l'exploitant a précisé à l'inspection qu'une mise en service prévisionnelle du nouveau bassin tampon était planifiée initialement fin mars 2023. Toutefois, des problématiques observées lors des travaux du nouveau bassin tampon ont été rencontrées :

- Défauts structurels sur le bassin : Constat de la présence de rouilles et de fissures au niveau de la sous-face des poteaux de supportage du couvercle
- Défaut de conception sur l'évacuation des rejets aqueux en sortie du bassin :
 - Mise en service / Essais du futur Bassin de neutralisation en s20/2023 (2 pompes sur 3 du poste de relevage ont été raccordées au futur Bassin pour réaliser ces essais)
 - Constat le 17/05/2023 d'une anomalie de conception sur les fils d'eau au niveau du canal de sortie de la nouvelle installation (retour anormal d'eaux usées par le trop-plein du bassin lors de la mise en route des pompes de vidange de

<p>l'ouvrage)</p> <ul style="list-style-type: none"> ◦ Diagnostic de ce défaut de conception par FORAFRANCE / CNR et PIGEON TP le jeudi 01/06/2023 ◦ Intervention de la Société PIGEON TP en fin de s25/2023 pour les travaux de terrassement pour la remise à la cote du canal de comptage ◦ Intervention de la Société CNR planifiée en début de s27/2023 pour la création de la dalle de supportage du canal de comptage ◦ Intervention de la Société PIGEON TP planifiée en début de s28/2023 pour les travaux de remblaiement autour du canal de comptage remis à la bonne cote ◦ Intervention de la Société FORAFRANCE planifiée en s29/2023 pour les travaux de raccordement + Essais de la nouvelle installation <p>Lors de la visite des installations, l'inspection a constaté que les travaux correctifs relatifs aux modifications du canal de sortie sont en cours de réalisation. Une mise en service de la nouvelle installation est planifiée au cours des prochaines semaines. L'exploitant informera l'inspection des installations classées lorsque les équipements auront été mis en service.</p> <p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p> <p>Proposition de suites : Sans objet</p>
--

N° 3 : Etude technico-économique - EAU

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 24/01/2020, article 2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Eau</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le diagnostic, l'analyse technico-économique et l'échéancier sont communiqués à l'inspection des installations classées sous un délai de 2 ans à compter de la date de signature du présent arrêté.</p>
<p>Constats : La Société LNUF a transmis le 1er juillet 2022 un dossier comprenant le diagnostic des consommations et de l'utilisation rationnelle de l'eau et l'étude technico-économique des actions de réduction possibles en situation de sécheresse. La société s'est fait accompagner par le bureau d'études et de conseils ELODYS.</p> <p>L'eau consommée par la société LNUF provient du réseau d'adduction en eau potable (AEP). L'arrêté préfectoral modifié du 24 février 2003 ne fixe pas de niveau maximum de consommation en eau. Toutefois, la demande d'autorisation d'exploiter ayant abouti à la signature de l'arrêté préfectoral d'autorisation (applicable à l'établissement) mentionne une consommation annuelle de 620 m³/j. La consommation moyenne en eau est de l'ordre de 531 m³/j. Le ratio « m³ d'eau rejetée/t de matières premières traitées » est de 1,76 en 2020.</p> <p>Un plan d'action de réduction pérenne de la consommation en eau est présenté dans l'étude. Une hiérarchie de chacune des actions a été réalisée sur la base des critères suivants : volume d'économie d'eau, montant de l'investissement, risque sanitaire et difficulté de mise en œuvre de la mesure : sept actions sont présentées pour une économie d'eau estimée à 23 130 m³/an (12 %) pour un investissement total de l'ordre de 145 000 euros. Avec les aides de l'Agence de l'Eau, le taux brut de retour serait inférieur à 3 ans.</p> <p>Au cours de la visite d'inspection, l'exploitant précise qu'il s'est d'ores et déjà engagé dans la mise en œuvre du plan d'action :</p> <ul style="list-style-type: none"> - GEN03-Vérification du paramétrage des vannes à chambre de fuite : l'exploitant déclare que cette action a été déclinée ; - GEN05-Optimisation de la récupération d'énergie sur la production frigorifique+changement de TAR : Economie d'eau réalisée dans le cadre de la refonte de la production de froid au sein de la partie « Usine » du site ; - GEN06 – Limiter les purges des chaudières : l'exploitant déclare que cette action a été déclinée ; - Process_00 – Optimisation des lavages NEP Phase 2 : Suite à des défaillances des capteurs de la gamme « Opticlean », le groupe Lactalis a décidé de retirer l'ensemble de ces types de capteurs de ses établissements. Un incident est survenu au sein d'une installation avec la casse de la partie en verre du capteur. Cette action est temporairement reportée - Process02 – Reprise des réglages des garnitures de pompe Groupe Fruits : L'exploitant rencontre des difficultés techniques dans la mise en œuvre de cette réduction. Les canalisations de distribution en eau du site ne sont pas suffisamment dimensionnées pour assurer un débit régulier en eau au sein des pompes, ce qui peut entraîner un risque de casse des équipements. La réflexion se poursuit ; - Process02bis - Reprise des réglages des garnitures de pompe ERCA6 : Idem déclaration précédente ; - Process05 – Recyclage des eaux de refroidissement de l'homogénéisateur : L'exploitant décline actuellement cette action. L'équipement est d'ores et déjà présent mais il n'est pas raccordé (prévu en juillet 2023). Une économie de l'ordre de 12 000 m³/an est attendue. Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a déclaré que la mise en œuvre de cette

action est potentiellement duplicable sur d'autres installations, notamment les écrémeuses.
L'exploitant s'est engagé dans la mise en œuvre de réduction pérenne de sa consommation en eau. L'exploitant est fortement invité à mettre en œuvre un registre de suivi de l'ensemble des actions de réduction pérenne de sa consommation en eau.
En période de sécheresse, les seules solutions de réductions de consommation significatives d'eau sont atteignables via un fonctionnement dégradé de l'usine. Aucune mesures de réduction par pallier en fonction des seuils de réduction ne sont envisageables. En cas de baisse ou d'arrêt d'activité, la collecte de lait auprès des exploitants ne pourra plus être assurée.
Observations : -
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Rétention des eaux d'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/02/2003, article 25.5
Thème(s) : Risques accidentels, Confinement
Prescription contrôlée : Les eaux d'extinction d'incendie sont collectées dans le réseau d'eaux pluviales et d'eaux usées. Elles rejoindront soit le réseau d'eaux usées, soit le bassin d'orage.
Constats : Les travaux d'aménagement du bassin de confinement des eaux d'extinction d'incendie et de régulation des eaux pluviales d'une capacité de 5 300 m ³ ont débuté le 15 mai 2023. En parallèle, les travaux de modifications associées au réseau de collecte des eaux pluviales sont en cours. Une durée prévisionnelle de travaux de 15 mois est programmée. Compte tenu des aléas associés au chantier, une fin de travaux est envisagée pour fin 2024.
Lors de la visite des installations, il a été constaté l'exécution des travaux.
Observations : -
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Aires de chargement et de déchargement

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 24/01/2020, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositifs de rétention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La société Lactalis NESTLE ULTRA FRAIS, exploitant une installation de transformation du lait sise Boulevard Arago ZI des Touches, sur la commune de Changé, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 72.3 de l'arrêté préfectoral n°2003-P-240 du 24 février 2003 susvisé sous un délai de 12 mois.
"Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les mêmes règles. Elles sont disposées de manière à ne pas créer de difficultés supplémentaires aux manœuvres et à l'évacuation rapide du véhicule."
Une prorogation de 18 mois du délai de mise en conformité mentionné au sein de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 24/01/2020 a été accordée à l'exploitant par courrier préfectoral du 15 octobre 2020. Cette prorogation a été accordée sous réserve du strict respect des mesures suivantes : lors des dépotages des solutions en vrac d'acide et de soude, les avaloirs présents autour de la zone de dépotage sont sécurisés par un système d'obturation adéquate. La procédure de dépotage est complétée par cette opération de sécurisation. L'ensemble de l'opération de dépotage est supervisé par une personne formée à la procédure.
Constats : Lors de la visite des installations, il a été constaté la présence d'une aire de déchargement dédiée au dépotage de l'acide nitrique, de la soude, du fioul domestique et des boues d'écumeuse. Le quai de dépotage est constitué d'un dallage de béton armé résiné en pointe de diamant avec en point bas une grille. En l'absence de phase de dépotage, les écoulements d'eaux pluviales sont dirigés vers le réseau d'eaux usées du site puis vers le bassin tampon. En cas de phase de dépotage, les éventuels déversements sont dirigés vers une rétention dépotée et suffisamment

dimensionnée. Des vannes de sectionnement sont présentes et une procédure de dépotage a été mise en place. Lors de chaque dépotage, une personne interne au site, habilitée et formée aux risques chimiques sera systématiquement présente. La vanne sera orientée vers la rétention, quel que soit le dépotage (acide, soude, fioul domestique, boues). Pendant le dépotage, le contrôle du remplissage sera assuré par un contrôle visuel par l'opérateur de quai via le niveau à flotteur extérieur positionné le long de la cuve. En complément, deux reports de niveaux sont surveillés à la supervision Process. Les tuyauteries de dépotage depuis le camion-citerne vers les cuves de produit chimiques concentrés sont positionnées au-dessus des rétentions.

L'aire de dépotage a été employée pour la première fois le 19/06/2023. Les anciennes installations ont été disconnectées.

Les travaux d'aménagement du quai de dépotage et de l'installation de deux nouvelles cuves (acide et soude) ont été notifiés au sein d'un dossier de porter à connaissance déposé le 04 avril 2023 en Préfecture de la Mayenne.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Rétention des réservoirs d'acide et de soude

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 24/01/2020, article 1

Thème(s) : Risques accidentels, Dispositifs de rétention

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

La société Lactalis NESTLE ULTRA FRAIS, exploitant une installation de transformation du lait sise Boulevard Arago ZI des Touches, sur la commune de Changé, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 72.2 de l'arrêté préfectoral n°2003-P-240 du 24 février 2003 susvisé sous un délai de 12 mois.

"Les réservoirs contenant des produits incompatibles ne doivent pas être associés à une même rétention."

Une prorogation de 18 mois du délai de mise en conformité mentionné au sein de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 24/01/2020 a été accordée à l'exploitant par courrier préfectoral du 15 octobre 2020. Cette prorogation a été accordée sous réserve du strict respect des mesures suivantes :

- une inspection hebdomadaire est réalisée au sein des cuves afin de contrôler visuellement leur intégrité extérieure avec enregistrement,
- une surveillance quotidienne de l'absence d'écoulement dans le bac de rétention est réalisée et enregistrée
- une sonde de mesure de pH, avec report d'alarme vers un poste présent 7j/7, est mise en place dans le bac de rétention.

Constats : Lors de la visite des installations, il a été constaté la présence de deux nouvelles cuves en inox 316 L de 30 m³ chacune, l'une d'acide nitrique (58 %) et l'autre de soude (30,5 %). Chaque réservoir dispose de sa propre rétention.

Une sonde de niveau est positionnée en fond de chaque rétention ; une remontée d'alarme est faite sur le poste informatique du process (présence 24h/24h).

Une pompe de reprise est positionnée dans un puisard au fond de chaque rétention et actionnée manuellement après test Ph, soit, en vue d'un éventuel traitement par une société spécialisée en traitement de produits chimiques ou bien orienté vers le réseau d'eaux usées.

Les travaux d'aménagement du quai de dépotage et de l'installation de deux nouvelles cuves (acide et soude) ont été notifiés au sein d'un dossier de porter à connaissance déposé le 04 avril 2023 en Préfecture de la Mayenne. La consultation des plans techniques présents dans le dossier de porter à connaissance permettent de vérifier la capacité de la rétention.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet